



23 novembre 2011

Des milliers de nouvelles suppressions d'emplois

*** PSA** qui a déjà supprimé 20.000 emplois depuis 2004, annonce 5.000 nouvelles suppressions en France. Des sous-traitants, des équipementiers suppriment des centaines d'emplois. Ce ne sont pas les « assurances » du PDG, Ph. Varin reçu par N. Sarkozy, qui vont changer la donne. Depuis leur rencontre, Peugeot annonce déjà en plus la fermeture d'une usine de scooter (140 salariés) à Dammarie dans le Haut Rhin.

***La Société générale** annonce 1.000 suppressions, voire plus avec les suppressions à l'étranger.

***La BNP** annonce 1700 suppressions d'ici fin 2012 dont 470 en France

***Dans l'industrie pharmaceutique, Plizer-France** annonce 225 suppressions

***La société Comareg** (presse) arrête le journal gratuit « ParuVendu » : 1650 salariés licenciés.

***TOTAL** annonce, pour commencer, 1700 suppressions d'ici 2017. Il « réorganise » ses activités dans le raffinage et la pétrochimie. Bien sûr il affirme qu'il n'y aura pas de licenciements, ni plan social !

***Areva** après avoir annoncé 1200 suppressions d'emplois en France publie un démenti après avoir été reçu par le Ministre des Finances F. Baroin. Il confirme l'objectif de réduire ses « coûts » de 9% et finalisera son plan stratégique le 12 décembre.

***Air-France KLM** prépare un plan de réduction d'emplois

Ces milliers de nouvelles suppressions d'emplois, ne sont qu'un début. Le patronat annonce qu'il lui faudra aller plus loin.

Par exemple **Renault** déclare « qu'il s'en tient pour l'instant à des semaines de chômage partiel mais prévient : si la croissance ralentit il y aura de nouvelles réductions d'emplois ».

Car il leur faut réduire toujours plus le coût du travail.

Depuis 2008 il y a 1 million de chômeurs de plus en France.

Et pourtant, « **les entreprises du CAC40 sont en bonne santé malgré la crise** » titre le journal « Le Monde ». En effet, les bénéfices du CAC 40 pour 2011 devraient progresser de 5,5% sur 2010 pour totaliser 87 milliards d'euros. Les dividendes versés aux actionnaires en 2012 seront identiques à ceux de 2011.

Chaque année, l'Etat fait cadeau aux entreprises – en réductions de cotisations sociales, d'impôts, avec la suppression de la taxe professionnelle **de 172 milliards d'euros**, auxquels il faut ajouter les aides financières, de plusieurs millions, versés régulièrement aux entreprises par les conseils régionaux et

général de droite ou PS sous prétexte de « favoriser la compétitivité des entreprises françaises » et au nom de l'emploi.

Face à cette nouvelle offensive du capital le candidat PS, F. Hollande, comme ses alliés de gauche reste silencieux, après avoir déclaré lors d'une récente émission à A2 « je ne veux pas gêner les entreprises ».

Du côté des syndicats on entend rien non plus, pas d'action en vue à la hauteur des attaques contre les salariés. F. Chérèque, toujours en pointe a expliqué à F. Inter que les centrales syndicales n'avaient pas appelé à une journée de grève et de manifestations parce que les salariés n'en veulent pas ???

Faux. Témoins les luttes dans de nombreuses entreprises pour défendre l'emploi, contre les fermetures comme chez Unilever, Montupet, Honeywell...

Seule la lutte peut stopper le capital et ceux qui le défendent. La recherche du profit n'a pas de limite.

Christophe Ricerchi notre candidat à l'élection présidentielle, est le seul candidat qui non seulement formule des propositions très concrètes pour développer l'emploi et la croissance mais qui démontre comment s'en donner les moyens, en récupérant les milliards, fruits de notre travail qui sont détenus par les sociétés capitalistes.

www.sitecommunistes.org